

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2009 — 1516

[C - 2009/31215]

22 DECEMBRE 2005. — Arrêté 2005/954 du Collège de la Commission communautaire française relatif à la répartition des budgets entre les communes visées à l'article 5, alinéa 1^{er} du décret de la Commission communautaire française du 13 mai 2004 relatif à la cohésion sociale

Le Collège,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 13 mai 2004 relatif à la Cohésion sociale et notamment l'articles 6, alinéa 1^{er};

Vu l'avis de la section « cohésion sociale » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé donné le 29 novembre 2005;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 28 novembre 2005;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget;

Vu l'urgence motivée par la nécessité d'avertir au plus tôt les communes des montants qui seront octroyés pour la réalisation des projets communaux de cohésion sociale qui devaient être proposés à la Commission communautaire française par les communes pour le 15 octobre 2005, la signature des contrats communaux étant prévue pour le 15 décembre 2005;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 21/12/2005 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Cohésion sociale,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté il faut entendre par :

1° Le décret : le décret de la Commission communautaire française du 13 mai 2004 relatif à la Cohésion sociale;

2° Le Collège : le Collège de la Commission communautaire française;

3° Le Ministre : le Membre du Collège compétent pour la Cohésion sociale;

4° Les communes : les communes définies à l'article 5, alinéa 1^{er}, du décret;

5° Le conseil consultatif : la section « Cohésion Sociale » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé;

6° EDRLR : l'Espace de Développement Renforcé de Logement et de la rénovation tel que défini dans les dispositions indicatives du Plan Régional de développement (PRD) et dans les arrêtés modificatifs du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitales.

Art. 3. Les critères et la pondérations qui déterminent la répartition du montant budgétaire annuel disponible pour les contrats communaux entre les communes sont les suivants :

1° densité de la population : 15 %;

2° pourcentage d'étrangers inscrits au registre d'attente ou au registre des étrangers : 15 %;

3° pourcentage de personnes bénéficiant du revenu d'intégration et de l'aide sociale financière équivalent à ce revenu : 15 %;

4° impôt des personnes physiques : 33 %;

5° faible commodité du logement : 1 %;

6° vétusté du logement : 1 %;

7° faiblesse d'accès à internet : 1 %;

8° absence de véhicule automobile : 1 %;

9° fragilité socio-sanitaire : 1 %;

10° part de subside régional dans les contrats de sécurité et de prévention : 1 %;

11° part dans la dotation générale aux communes : 15 %;

12° Surface de l'EDRLR : 1.

Art. 4. La méthode de calcul utilisée pour la détermination suivant les critères et pondérations visés à l'article 2 du présent arrêté, de la répartition du montant budgétaire disponible pour les contrats communaux entre les communes éligibles est décrite à l'annexe I du présent arrêté.

Les pourcentages relatifs à la répartition budgétaire sont valable pour la durée des contrats communaux de cohésion sociale.

Art. 5. Le Ministre informe les communes, pour le 1^{er} octobre de la dernière année des contrats communaux en cours, du résultats du calcul effectué suivant la méthode visée à l'annexe I du présent arrêté, sur base des dernières données statistiques disponibles relatives aux critères visés à l'article 2 du même arrêté. Ce résultat est valable pour la durée du contrat communal suivant.

Art. 6. Le Membre du Collège compétent pour la Cohésion sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 7. L'article 6 du décret et le présent arrêté prennent leurs effets le 1^{er} décembre 2005.

Fait à Bruxelles le 22 décembre 2005.

Par le Collège :

Ch. PICQUE

Membre du Collège chargé de la Cohésion sociale

B. CEREXHE

Président du Collège

Annexe 1

La part du montant octroyé aux contrats communaux de cohésion sociale qui revient à chaque commune visée à l'article 5, alinéa 1^{er}, du décret du 13 mai 2004 relatif à la cohésion sociale, est calculée selon la méthode décrite ci-après.

I. Données chiffrées utilisées pour chaque critère.

NB : on utilise les dernières données disponibles.

1° densité de la population : rapport entre le nombre d'habitants de la commune et la surface de celle-ci (INS)

2° pourcentage d'étrangers inscrits au registre d'attente ou au registre des étrangers : nombre d'étrangers inscrits au registre national et en attente (service public fédéral de l'intérieur);

3° pourcentage de personnes bénéficiant du revenu d'intégration et de l'aide sociale financière équivalent à ce revenu : nombre d'ayants-droits au minimum d'existence et bénéficiaires de l'aide sociale obligatoire (INS);

4° impôt des personnes physiques : rendement de la taxe additionnelle à l'IPP au taux moyen régional (INS);

5° faible commodité du logement : nombre de logements n'ayant pas le petit confort (INS);

6° vétusté du logement : nombre de logements d'avant 1945 (INS);

7° faiblesse d'accès à internet : nombre de ménages ne disposant pas d'internet (INS);

8° absence de véhicule automobile : nombre de ménages ne disposant pas d'automobile (INS);

9° fragilité socio-sanitaire : taux de mortalité précoce (avant 65 ans) (Observatoire de la santé et du social-Commission communautaire commune);

10° part de subside régional dans les contrats de sécurité et de prévention : part régionale des contrats de sécurité;

11° part dans la dotation générale aux communes : part régionale de la dotation générale aux communes;

12° EDRLR : surface de l'EDRLR.

II. Calcul de la « quote-part » pour chaque critère.

Pour la facilité de lecture des chiffres, le calcul est d'abord effectué sur base d'une répartition d'un chiffre de 1 000 000.

Ce chiffre sera réduit en fin de calcul sur une base de 100 pour obtenir le résultat en pourcentage par commune (exprimé en pourcents, avec 2 décimales).

Pour chacun des 12 critères, une « quote-part » correspondant à ce critère est déterminée suivant la pondération attribuée à ce critère à l'article 3 de l'arrêté.

Exemple : critère 1 (densité) = 15 %

Quote-part = 15 % de 1 000 000 = 150 000.

III. Répartition de chaque quote-part entre les communes.

La méthode de calcul utilisée pour la répartition relative aux critères 2 (% étrangers), 3 (minimex), 5 (commodité logement), 6 (vétusté logement), 7 (internet), 8 (automobile), 9 (fragilité), 10 (sécurité), 11 (DGC), et 12 (EDRLR) est commune.

Elle est spécifique pour les critères 1 (densité) et 4 (IPP).

A. méthode commune aux critères 2, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12.

Pour obtenir le montant attribué à chaque commune pour la quote-part du critère, on multiplie la quote-part par le montant chiffré relatif au critère (cf point I. de l'annexe) pour la commune et on divise par la somme des montants chiffrés relatifs au critère pour l'ensemble des communes (art. 5, alinéa 1^{er} du décret).

La somme des montants attribués à chaque commune doit correspondre au montant de la quote-part pour le critère.

B. Méthode de calcul pour le critère 1 (densité).

- On calcule la moyenne des densités (somme des densités divisée par le nombre de communes);
- On calcule ensuite l'écart par rapport à la moyenne, en divisant la densité de chaque commune par la densité moyenne;
- On retient ensuite les écarts qui sont supérieurs à la moyenne (écart supérieur à 1). Ces écarts constituent les coefficients qui seront utilisés pour ces communes. Les coefficients pour les communes dont l'écart est inférieur à 1 sont égal à 0;
- La part attribuée à chaque commune pour le critère « densité » est égale au montant de la quote-part pour ce critère, multipliée par le coefficient et divisée par la somme des coefficients;
- La somme des parts de chaque commune pour ce critère doit être égale au montant de la quote-part pour ce critère.

C. Méthode de calcul pour le critère 4 (IPP)

- On calcule la moyenne régionale des rendements (somme des rendements des 19 communes de la région bruxelloise divisée par 19);
- On calcule la différence par rapport à cette moyenne pour les communes visées par le présent arrêté (art. 5, alinéa 1^{er} du décret) lorsque le rendement de la commune se situe en dessous de la moyenne;
- On multiplie la différence visée ci-dessus par le nombre d'habitants de la commune, et ce pour chaque commune qui se situe sous la moyenne régionale afin d'obtenir un coefficient;

- Le coefficient pour les communes visées par le présent arrêté et dont le rendement se situe au dessus de la moyenne régionale est de 0;
- La part attribuée à chaque commune pour le critère IPP est égale au montant de la quote-part pour ce critère, multiplié par le coefficient visé ci-dessus et divisé par la somme des coefficients;
- La somme des parts de chaque commune pour ce critère doit être égale au montant de la quote-part pour ce critère.

IV. Calcul du pourcentage de la dotation aux contrats communaux octroyés à chaque commune.

On additionne, pour chaque commune les parts attribuées pour chaque critère pour obtenir un montant total par commune;

La somme de ces montants totaux doit être égale à 1 000 000.

On réduit ensuite ces montants totaux sur une base 100 (division par 10 000) pour obtenir les divers pourcentages (en conservant 2 décimales après la virgule) qui devront être appliqués au montant annuel octroyé par le budget pour les contrats communaux afin d'obtenir le montant qui revient à chaque commune.

Vu pour être annexé à l'arrêté 2005/954 du Collège de la Commission communautaire française du 22 décembre 2005 relatif à la répartition des budgets entre les communes visées à l'article 5, alinéa 1^{er}, du décret de la Commission communautaire française du 13 mai 2004 relatif à la cohésion sociale.

Ch. PICQUE,

Membre du Collège chargé de la Cohésion sociale.

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2009 — 1516

[C — 2009/31215]

22 DECEMBER 2005. — Besluit 2005/954 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verdeling van de budgetten onder de gemeenten bedoeld in artikel 5, eerste lid van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 mei 2004 met betrekking tot de sociale samenhang

Het College,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 mei 2004 met betrekking tot de sociale samenhang en in het bijzonder artikel 6, eerste lid;

Gelet op het advies van de afdeling "Sociale Samenhang" van de Franstalige Brusselse Raad voor Bijstand aan Personen en Gezondheid, gegeven op dinsdag 29 november 2005;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 november 2005;

Gelet op het akkoord van het Collegelid belast met de Begroting, zie bijlage;

Gelet op de hoogdringendheid verantwoord door de noodzaak om de gemeenten zo vroeg mogelijk de bedragen mee te delen die toegekend zullen worden voor de realisatie van de projecten voor sociale samenhang die, vermits de ondertekening van de gemeentelijke contracten gepland is op 15 december 2005, door de gemeenten tegen 15 oktober 2005 bij de Franse Gemeenschapscommissie ingediend zouden moeten worden;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 21 december 2005, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van het Collegelid belast met de Sociale Samenhang,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van onderhavig besluit wordt verstaan onder :

1° Het decreet : het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 mei 2004 met betrekking tot de sociale samenhang;

2° Het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

3° De Minister : het Lid van het College dat bevoegd is voor de Sociale Samenhang;

4° De gemeenten : de gemeenten vastgesteld in artikel 5, eerste lid van het decreet;

5° De Adviesraad van de afdeling "Sociale Samenhang" van de Franstalige Brusselse Raad voor Bijstand aan Personen en Gezondheid;

6° RVOHR : de Ruimte voor Versterkte Ontwikkeling van Huisvesting en Renovatie zoals omschreven in de richtinggevende bepalingen van het Gewestelijk Ontwikkelingsplan (GewOP) en in de wijzigingsbesluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

Art. 3. De criteria en de weging die de verdeling onder de gemeenten bepalen van het jaarlijks begrotingsbedrag dat beschikbaar is voor de gemeentelijke contracten, zijn de volgende :

1° bevolkingsdichtheid : 15 %;

2° percentage vreemdelingen ingeschreven in het wacht- of in vreemdelingenregister : 15 %;

3° percentage leefloners en begunstigen van een maatschappelijke tegemoetkoming die hiermee wordt gelijkgesteld : 15 %;

4° personenbelasting : 33 %;

5° klein comfort van woningen : 1 %;

6° bouwvalligheid van woningen : 1 %;

7° weinig toegang tot internet : 1 %;

8° geen auto : 1 %;

9° sociaal-sanitaire kwetsbaarheid : 1 %;

10° aandeel van de gewestelijke subsidiëring in de veiligheids- en preventiecontracten : 1 %;

11° aandeel in de algemene dotatie aan de gemeenten : 15 %;

12° oppervlakte van de RVOHR : 1 %.

Art. 4. De berekeningsmethode die aangewend wordt voor de bepaling, volgens de in artikel 2 van onderhavig besluit bedoelde criteria en wegingen, van de verdeling tussen de in aanmerking komende gemeenten van het begrotingsbedrag dat beschikbaar is voor de gemeentelijke contracten, is omschreven in bijlage I van onderhavig besluit.

De percentages met betrekking tot de budgettaire verdeling zijn geldig voor de duur van de gemeentelijke contracten voor sociale samenhang.

Art. 5. Tegen 1 oktober van het laatste jaar van de lopende gemeentelijke contracten deelt de Minister aan de gemeenten het resultaat mee van de berekening die volgens de in bijlage I bij dit besluit bedoelde methode werd uitgevoerd op basis van de laatste beschikbare statistische gegevens over de in art. 2 van hetzelfde besluit bedoelde criteria. Dit resultaat is geldig voor de duur van het volgend gemeentelijk contract.

Art. 6. Het lid van het College dat bevoegd is voor de Sociale Samenhang is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 7. Art. 6 van het decreet en onderhavig besluit worden op 1 december 2005 van kracht.

Opgemaakt te Brussel, op 22 december 2005.

Door het College :

Ch. PICQUE,

Collegelid belast met de Sociale Samenhang

B. CEREXHE,

Voorzitter van het College

Bijlage 1

Van het bedrag dat wordt toegewezen voor de gemeentelijke contracten voor sociale samenhang, wordt het gedeelte dat bestemd is voor iedere gemeente bedoeld in artikel 5, eerste lid, van het decreet van 13 mei 2004 met betrekking tot de sociale samenhang, berekend op grond van de hieronder beschreven methode.

I. Cijfergegevens gehanteerd voor elk criterium.

NB : er wordt gebruik gemaakt van de meest recente beschikbare gegevens.

1° bevolkingsdichtheid : verhouding van het aantal inwoners van de gemeente tot de oppervlakte ervan (NIS);

2° percentage vreemdelingen ingeschreven in het wacht- of vreemdelingenregister : aantal vreemdelingen ingeschreven in het rijksregister en in het wachtregister (federale overheidsdienst binnenlandse zaken);

3° percentage leefloners en begunstigden van een maatschappelijke tegemoetkoming die hiermee wordt gelijkgesteld : aantal gerechtigden op een bestaansminimum en begunstigden van verplichte maatschappelijke bijstand (NIS);

4° personenbelasting : rendement van de aanvullende belasting op de personenbelasting tegen de gewestelijke gemiddelde aanslagvoet (NIS);

5° klein comfort van woningen : aantal woningen die niet uitgerust zijn met klein comfort (NIS);

6° bouwvalligheid van woningen : aantal woningen van vóór 1945 (NIS);

7° weinig toegang tot internet : aantal gezinnen dat niet beschikt over internet (NIS);

8° geen auto : aantal gezinnen dat geen wagen heeft (NIS);

9° sociaal-sanitaire kwetsbaarheid : vroegtijdig sterftcijfer (voor 65 jaar) (Observatorium voor gezondheid en welzijn - Gemeenschappelijke gemeenschapscommissie);

10° aandeel van de gewestelijke subsidiëring in de veiligheids- en preventiecontracten : gewestelijk aandeel van de veiligheidscontracten;

11° aandeel in de algemene dotatie aan de gemeenten : gewestelijk aandeel van de algemene dotatie aan de gemeenten;

12° RVOHR : oppervlakte van de RVOHR.

II. Berekening van het « evenredig aandeel » voor elk criterium.

Met het oog op een vlotte leesbaarheid van het cijfermateriaal wordt voor de berekening in eerste instantie uitgegaan van een verdeling van een waarde van 1 000 000.

Dat cijfer zal op het eind van de berekening herleid worden op basis van 100 om per gemeente het percentsgewijze resultaat te bekomen (uitgedrukt in procenten, met 2 decimalen).

Voor elk van de 12 criteria wordt op grond van de weging die er in artikel 3 van het besluit aan toegekend is, een « evenredig aandeel » bepaald dat met dat criterium overeenstemt.

Voorbeeld : criterium 1 (dichtheid) = 15 %

Evenredig aandeel = 15 % van 1 000 000 = 150 000.

III. Verdeling van ieder evenredig aandeel onder de gemeenten.

Voor de verdeling met betrekking tot de criteria 2 (% vreemdelingen), 3 (bestaansminimum), 5 (comfort woningen), 6 (bouwvalligheid woningen), 7 (internet), 8 (auto), 9 (kwetsbaarheid), 10 (veiligheid), 11 (ADG) en 12 (RVOHR) wordt een gezamenlijke berekeningswijze gehanteerd.

Voor de criteria 1 (dichtheid) en 4 (personenbelasting) wordt een aparte methode toegepast.

A. gezamenlijke methode voor de criteria 2, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 en 12.

Het bedrag dat iedere gemeente toegewezen krijgt binnen het evenredig aandeel van het criterium wordt verkregen door het evenredig aandeel te vermenigvuldigen met het cijfer dat de gemeente voor dat criterium laat optekenen (cf. punt 1 van de bijlage) en te delen door de som van de cijfers die alle gemeenten samen voor dat criterium laten optekenen (art. 5, eerste lid, van het decreet).

De som van de bedragen die iedere gemeente toegekend krijgt, moet overeenstemmen met het bedrag van het evenredig aandeel voor het criterium.

B. Berekeningswijze voor criterium 1 (dichtheid).

- Berekening van de gemiddelde dichtheid (som van de dichtheden gedeeld door het aantal gemeenten);
- Vervolgens wordt het verschil ten opzichte van het gemiddelde berekend, door de dichtheid van iedere gemeente te delen door de gemiddelde dichtheid;
- De verschillen die hoger liggen dan het gemiddelde (verschil dat meer dan 1 bedraagt), worden behouden. Deze verschillen vormen de coëfficiënten die voor deze gemeenten gehanteerd zullen worden. De coëfficiënten voor de gemeenten waarvoor het verschil minder dan 1 bedraagt, zijn gelijk aan 0;
- Het aandeel dat iedere gemeente voor het criterium « dichtheid » wordt toegewezen, stemt overeen met het bedrag van het evenredig aandeel voor dat criterium, vermenigvuldigd met de coëfficiënt en gedeeld door de som der coëfficiënten;
- De som van de aandelen van iedere gemeente voor dit criterium moet gelijk zijn aan het bedrag van het evenredig aandeel voor dit criterium.

C. Berekeningswijze voor criterium 4 (personenbelasting)

- Berekening van het gewestelijk gemiddelde van de rendementen (som van de rendementen van de 19 gemeenten van het Brussels Gewest gedeeld door 19);
- Berekening van het verschil ten opzichte van dat gemiddelde voor de in onderhavig besluit bedoelde gemeenten (art. 5, eerste lid, van het decreet), wanneer het rendement van de gemeente onder het gemiddelde ligt;
- Het hierboven bedoelde verschil vermenigvuldigen met het aantal inwoners van de gemeente en dat voor iedere gemeente die onder het gewestelijk gemiddelde zit teneinde een coëfficiënt te bekomen.
- De coëfficiënt voor de in onderhavig besluit bedoelde gemeenten, waarvan het rendement boven het gewestelijke gemiddelde ligt, is gelijk aan 0.
- Het aandeel dat iedere gemeente toegewezen wordt voor het criterium inzake personenbelasting, is gelijk aan het bedrag van het evenredig aandeel voor dat criterium, vermenigvuldigd met de hierboven bedoelde coëfficiënt en gedeeld door de som der coëfficiënten.
- De som van de aandelen van iedere gemeente voor dit criterium moet gelijk zijn aan het bedrag van het evenredig aandeel voor dit criterium.

IV. Berekening van het percentage van de dotatie aan de gemeentelijke contracten die aan iedere gemeente worden toegekend.

Voor iedere gemeente worden de voor elk criterium toegewezen aandelen samengeteld om zo te komen tot een totaalbedrag per gemeente;

De som van deze totaalbedragen moet gelijk zijn aan 1 000 000.

Vervolgens worden deze totaalbedragen herleid op basis van 100 (delen door 10 000) om de verschillende percentages te bekomen (met behoud van 2 decimalen na de komma), die toegepast behoren te worden op het jaarlijkse bedrag dat op het budget wordt toegewezen voor de gemeentelijke contracten teneinde op die manier het bedrag te bekomen dat iedere gemeente toekomt.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit 2005/954 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 december 2005 met betrekking tot de verdeling van de budgetten onder de gemeenten bedoeld in artikel 5, eerste lid van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 mei 2004 met betrekking tot de sociale samenhang.

Ch. PICQUE,

Lid van het College bevoegd voor Sociale Samenhang.

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2009 — 1517

[C - 2009/31218]

**19 MARS 2009. — Arrêté du Collège
de la Commission communautaire française relatif à l'Interface grande dépendance**

Le Collège,

Vu les articles 128,138, et 178 de la Constitution coordonnée par la loi du 17 février 1994;

Vu le décret du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées et plus particulièrement son article 3;

Vu l'accord du Membre du Collège en charge du budget;

Vu l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé du 18 février 2009;

Considérant la nécessité d'avoir une meilleure connaissance des besoins des personnes en situation de grande dépendance et d'une adéquation des réponses;

Sur proposition de la Ministre, Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux personnes handicapées;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1. Conseil consultatif : le Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé – section personnes handicapées;